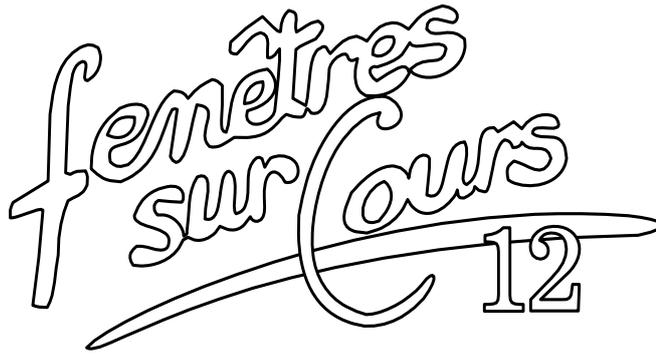


SNUipp-FSU 12  
1 rue de la Montagne  
12300 DECAZEVILLE  
Tél : 05.65.43.40.11  
Fax : 05.65.43.49.29  
courriel :  
snu12@snuipp.fr  
Minitel : 3615 ACADY2  
http://12.snuipp.fr/  
http://www.fsu-sd.org/  
~site12/



DÉPOSÉ LE 09 / 11 / 2007

# TOUS en GRÈVE le 20 novembre !

Par quelque bout qu'on prenne la lorgnette, l'évidence s'impose : ça coince et même ça s'aggrave. Il faut réagir.

Les prix s'envolent, mais le pouvoir d'achat plonge. On nous propose de travailler plus mais les journées n'ont que 24h. Le mérite ? C'est au mieux un miroir aux alouettes mais en fait un pari que l'on ne peut gagner (chichement) qu'en renonçant à la solidarité, en enfonçant les autres, en acceptant son corollaire, l'autoritarisme.

**Parce que je suis mal payé, je serai en grève le 20 novembre.**

La retraite ? Depuis que je suis entré dans la carrière, elle ne cesse de reculer. On sait désormais qu'elle risque même de s'effacer en partie avec une baisse programmée des pensions.

**Parce qu'un jour je serai vieux, je serai en grève le 20.**

On dit que tant qu'on a la santé, le reste n'est pas si grave. Justement, l'hôpital mais aussi la Poste, le train, ..., l'école, tous les services publics\* sont considérés comme de vulgaires coûts à réduire d'urgence, alors qu'ils sont un dû, alors qu'ils sont à nous qui les avons conquis, construits, financés.

**Parce que je suis citoyen, je serai en grève le 20.**

L'école justement, qui va payer la plus lourde facture de suppressions d'emplois, l'école au sein de laquelle on développe d'abord la précarité, l'école va-t-elle longtemps encore, malgré l'accumulation des coups portés, pouvoir assurer sa mission ?

**Parce que je suis enseignant, je serai en grève le 20.**

**NOUS SERONS EN GRÈVE LE 20 NOVEMBRE !**

## MODALITÉS d'ACTION à SUIVRE

sur <http://12.snuipp.fr>

La FSU a invité les organisations départementales de la Fonction Publique et de l'Éducation vendredi 9/11 à son local de Rodez.

## PENSEZ à INFORMER le SNUipp de la participation à la GRÈVE :

05.65.43.40.11  
[snu12@snuipp.fr](mailto:snu12@snuipp.fr)

Vous, votre école, les écoles voisines, l'info aussi fait partie du rapport de forces.

\*sans parler de la sécu.

## Éducation Nationale :

***une politique gouvernementale qui va à l'encontre de la réussite de tous les jeunes.***

*Avec 11 200 suppressions de postes à la rentrée 2008, s'ajoutant aux milliers de suppressions de ces dernières années et au chômage croissant des précaires, une nouvelle étape est franchie dans la dégradation du service public d'éducation. La formule du premier Ministre annonçant " Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat " va se traduire par des régressions inacceptables tant pour les élèves et les jeunes que pour les personnels.*

*Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique. Les écoles, les établissements et les services les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront.*

*L'offre de formation sera réduite, l'objectif de la réussite de tous les élèves compromis. Les personnels verront leurs conditions de travail se détériorer davantage.*

*La précarité s'accroîtra encore. Le pouvoir d'achat continuera de se dégrader et les garanties statutaires sont menacées.*

*Face à cette politique, les fédérations de l'EN appellent les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 20 novembre dans le cadre de l'action Fonction publique.*

*Elles les appellent également à poursuivre et amplifier la campagne d'opinion lancée par 17 syndicats et associations en faisant largement signer la pétition " Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent ", en faisant voter la motion, en distribuant le tract commun et en saisissant toutes les occasions pour gagner la bataille de l'opinion.*

## GREVE dans la FONCTION PUBLIQUE le mardi 20 Novembre

Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique  
Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, constatent que les deux revendications prioritaires, le pouvoir d'achat et l'emploi public, ne sont toujours pas prises en compte par le gouvernement.

- Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de refonte globale de la grille indiciaire, sont évoquées par le gouvernement des « mesures concrètes et ciblées » sur une partie des agents de la Fonction publique.
- Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux aux besoins de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, il est répondu par le Premier ministre : « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat », confirmé par la suppression de plus de 22 000 postes dans le projet de budget 2008.

Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, nos organisations considèrent que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir satisfaction.

Dans la continuité de leurs démarches, **les organisations appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à faire grève, à se rassembler et à manifester le 20 novembre 2007 (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction Publique.**

### ***"Lettre ouverte au président"***

<http://12.snuipp.fr/spip.php?article352>

Ça continue ! L'appel au président de la République a réuni, en peu de temps, plus de 15 000 signataires à ce jour. Il est important de poursuivre cette initiative en matière éducative : l'enjeu est de taille, puisque 15 organisations différentes (syndicats, parents, mouvements pédagogiques) la conduisent ensemble et souhaitent exposer eux aussi leur vision de l'école.

Cette adresse au président doit être un moment de la construction d'un grand mouvement social pour l'éducation.

Bien loin de s'opposer aux autres forces d'action, comme la grève ou les manifestations, elle les facilite et leur donne plus de légitimité aux yeux de l'opinion.

Par ailleurs, au niveau local, ces organisations dont la FSU 69, contribueront à l'élaboration de cette construction commune autour de l'école en mettant en débat 3 thèmes : la carte scolaire, le collège unique et l'accompagnement scolaire sous la forme de débats ouverts à l'ensemble de la profession et des partenaires de l'école durant cette année scolaire 2007/2008.

*(La lettre-pétition était encartée dans le précédent numéro de FsC12)*

# Bulletin d'adhésion

## Etats Généraux de la Direction d'École

Mardi 23 octobre, Paris, États Généraux de la Direction et du Fonctionnement de l'École.

L'intitulé est grand, très grand, immense.

L'attente et l'impatience des directeurs et des adjoints ne le sont pas moins.

Comme l'a dit Gilles Moindrot : « Pas de cahiers de doléance, pas de tiers - état... ». Simplement cette volonté du SNUipp, de faire le point, de mettre les choses en commun, de discuter, de débattre.

Débattre. Echanger. Confronter.

Le Snuipp n'a jamais reculé devant cet exercice, au contraire, il le cultive.

Nous avons donc échangé, confronté, débattu.

Qu'en sort-il ?

Que les situations des écoles et de leurs directeurs sont aussi variées que leur nombre. Que les directeurs manquent de temps, de temps, de temps. Que le protocole n'a rien résolu (juste un « emplâtre » sur la peste, comme disait ma grand-mère). Que les EPEP ne sont pas une solution, en tout cas, pas celle que nous voulons pour l'école. Que le statut de directeur hiérarchique n'est pas non plus ni un besoin, ni un souhait de la profession.

Nous pouvons ainsi lister tout ce que nous ne voulons pas, tout ce à quoi les enseignants présents hier sont opposés.

Aujourd'hui, il faut donner corps à ce que nous voulons.

Alors, certes, nous ne marchons pas au pas cadencé de ceux qui nous dirigent.

Nous ne sommes pas muets, unis, uniques, secouant la tête pour approuver tout ce qu'on nous propose.

Mais ce n'est pas là une faiblesse. C'est notre force. Celle de la diversité et de la possibilité d'expression. Celle de la parole dite, écoutée et entendue. C'est de là que jailliront les solutions. Non, c'est de là qu'ont commencé à jaillir nos solutions.

Les États Généraux n'étaient que la première marche. Montons l'escalier.

*lire l'appel p.4*

# Direction et fonctionnement de l'école

## Appel des états généraux

Paris, le 23 octobre 2007

Les tâches et les responsabilités liées à la direction et à la vie de l'école ont considérablement augmenté, se sont complexifiées du fait de l'évolution du fonctionnement des écoles. Et ce, tant du point de vue des relations avec l'administration, qu'avec les collectivités territoriales.

Depuis sept années maintenant, le SNUipp-FSU avec les collègues et d'autres organisations, a engagé l'action autour des questions de direction et de fonctionnement de l'école. Depuis encore plus longtemps, nous portons ensemble des revendications pour obtenir des améliorations et une reconnaissance de la mission effectuée par nos collègues.

Ces revendications restent aujourd'hui toujours d'actualité.

Les mobilisations ont obligé le Ministre précédent à ouvrir des négociations. Pour autant, les mesures prises ces dernières années pour tenter de répondre aux problèmes posés, notamment dans le cadre du protocole de 2006, ne répondent pas ou peu aux revendications.

L'abaissement du seuil de décharge au niveau des écoles des 4 classes que la mobilisation a permis d'obtenir s'effectue au détriment de la formation continue et initiale. La nécessité d'une aide administrative que reconnaît le Ministre se met en place en augmentant fortement la précarité.

La mise en place d'EPEP n'apporte pas de réponse aux difficultés. Ce n'est pas en donnant un rôle primordial aux collectivités territoriales dans le pilotage et la gestion des écoles, ce n'est pas en leur donnant plus d'autonomie, en les dotant d'un chef d'établissement, que nous verrons aboutir notre projet de transformation de l'école, pour la réussite de tous les élèves, pour l'égalité d'accès au service public d'éducation.

En réponse aux mobilisations, le ministère a opposé des sanctions financières, pensant ainsi faire cesser le blocage administratif. C'est faire peu de cas de la ténacité et de l'engagement des collègues sur l'ambition de transformer l'école ! Ce n'est pas la solution ! Ni sur ce dossier, ni sur d'autres.

## SOMMAIRE

p.1 Éditorial

p.2 En grève le 20/10

p.3 Bulletin d'adhésion - Etats Généraux

p.4 Etats Généraux - Base Elèves

Nous demandons l'annulation de toutes les sanctions.

Aujourd'hui, les questions autour de la direction et du fonctionnement de l'école restent entières. Pour nous, le dossier reste ouvert et nécessite la réouverture de négociations.

Pour assurer la direction et le fonctionnement de l'école, de la réussite pour tous, le Snuipp revendique :

- du temps supplémentaire pour la direction, pour toutes les écoles ;
- la reconnaissance institutionnelle du conseil des maîtres comme instance de décision ;
- une définition claire des tâches administratives et un allègement significatif de celles-ci ;
- une revalorisation des bonifications indiciaires des directeurs d'école et une amélioration des rémunérations ;
- la création de postes administratifs et les emplois statutaires correspondant ;
- une formation relative à la prise d'un poste de direction avec un module « travail en équipe » ;
- un temps de concertation inclus dans le temps de service pour le travail en équipe et une première étape à « 24 + 3 ».

Le SNUipp-FSU appelle à poursuivre le blocage administratif dans les formes décidées par les départements. Il appelle les écoles qui sont dans l'expérimentation, à ne pas transmettre la saisie des effectifs dans Base-élèves. Il demande l'arrêt de l'expérimentation de Base-élèves et un bilan. Il prend les contacts unitaires nécessaires, avec les organisations syndicales, de parents d'élèves, pour engager dans les plus brefs délais de nouvelles étapes de mobilisation.

## Base Elèves : Où en est-on ?

Suite aux interventions du SNUipp12 en CDEN et CAPD le 16 octobre rappelant notre exigence d'arrêt de la mise en place de Base Elèves, l'IA a adressé un nouveau courrier le 23/10 aux directrices et directeurs. Il y confirme ce que l'opposition des personnels, des parents et de leurs organisations a obtenu : l'abandon de toute référence à la nationalité. **Comme quoi la lutte paie !**

L'IA ajoute « de nouvelles dispositions prévoient l'achèvement du déploiement de la base élèves à la rentrée 2008. ».

Or le compte n'y est pas, Base Elèves continue à poser problème.

Le SNUipp appelle les écoles qui sont dans l'expérimentation, à ne pas transmettre la saisie des effectifs dans Base-élèves. Il demande l'arrêt de l'expérimentation de Base-élèves et un bilan.

Les DDEN restent opposés à ce fichier et l'ont dit le 16 octobre en CDEN.

La FCPE nationale, au lendemain de l'annonce du retrait des mentions sur la nationalité, continuait à dire sa méfiance et à réclamer des garde-fous contre l'accès aux données par d'autres que l'Education Nationale, et contre la conservation des données.

La Ligue des Droits de l'Homme « continue de s'opposer à un fichier qui concerne tous les jeunes enfants et qui se met en place en l'absence quasi totale d'informations claires et fiables sur sa finalité, son fonctionnement, ses possibilités de croisement avec d'autres fichiers. Aujourd'hui, beaucoup de parents d'élèves ignorent même l'existence de ce fichier. »

**Pour le SNUipp12, il est nécessaire de renforcer l'action contre Base Elèves.**

Trois remarques préalables :

1. les pressions se multiplient (des directeurs, mais aussi des adjoints -?/-, ou encore des parents d'élèves -?/-, enseignants du 2<sup>nd</sup> degré -?/- se sont vus reprocher leur positionnement), mais ces pressions restent « orales » et si elles montrent l'importance de la question pour notre administration, elles signalent aussi que nous ne sommes pas encore dans l'ordre de mission, dans l'obligation faite au fonctionnaire. **Nous sommes toujours dans l'expérimentation.**
2. l'IA met un coup d'accélérateur à la formation mais participer à une session de formation (sur convocation) n'est pas accepter de mettre en place Be1D. En CAPD, le 16/10 l'administration indiquait, répondant à une question du SNUipp, que si 118 « écoles » seraient actuellement formées, 93 l'utiliseraient. 25 écoles formées ne sont donc pas dans Be1D, et certaines bien sûr par refus citoyen. Et 186 restent à former.
3. dans son courrier du 23/10, l'IA parle de « l'achèvement du déploiement », pas d'obligation... Peut-on penser qu'il s'agisse d'un oubli ?

Par mêt, le SNUipp vous a adressé le 22/10 deux motions, une pour le Conseil d'Ecole, l'autre pour les parents d'élèves qui restent d'actualité, vous les trouverez à l'adresse : <http://12.snuipp.fr/spip.php?article379>.

Il s'agit d'élargir au maximum la réaction citoyenne, et de ne pas laisser les directrices et directeurs seuls.

Le SNUipp12 va réitérer ses démarches en direction des organisations départementales pour réaliser des initiatives dans l'unité la plus large possible.

### Comité de rédaction :

Valérie Tavernier - Noëlle Villeneuve  
- JL Tornero

Bulletin du Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'école et PEGC • SNUipp-FSU12, 1 rue de la Montagne, 12300 Decazeville Tel : 05.65.43.40.11 Fax : 05.65.43.49.29 • Directeur de la publication : J.-L. Tornero • Rédacteur en chef : J.-L. Tornero • Imprimé par nos soins • CPPAP : 0210 S 07183 • ISSN 1165 - 3116 • Trimestriel. Prix du numéro 0,50 €. Abonnement 3 €.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp12. Conformément à la loi du 8.01.78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant, en vous adressant au SNUipp-FSU 12.